

GAZ DE SCHISTE EN ALGÉRIE

Le plaidoyer américain

Une conférence-débat sur l'expérience américaine relative à l'extraction du gaz de schiste a été organisée hier lundi à l'institut El Qalam de Annaba par la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC).

Cette rencontre qui entre dans le cadre de la tribune des lundis de l'économie de la CCFC a été animée par Richard Holmes et Mballe M. Nkembe, respectivement ancien président de la société pétrolière Anadarko et chargé des affaires économiques à l'ambassade des Etats-Unis à Alger.

R. Holmes, diplômé en génie pétrolier de l'Impérial collège de Londres, dira que la société Anadarko qui «occupe la troisième position dans la production de gaz aux Etats-Unis, dispose également d'une vaste expérience dans ce domaine à travers plusieurs pays du monde. Elle s'apprête à investir quelque 28 milliards de dollars américains en 2013 qui participeront à la création de 100 000 emplois». Il expliquera que l'extraction du gaz de schiste se fait par une fracturation hydraulique, ce qui nécessite une quantité importante d'eau. Mais il tient à tranquilliser en indiquant que la demande en eau pour l'extraction du gaz de schiste «peut être réduite et recyclée».

La production moyenne d'un forage dont la durée de vie peut aller jusqu'à 25 ans est de 5 000 barils/jour et la production peut atteindre les 75% pour la première année de son exploitation. Pour les Etats-Unis, quelque 150 millions de barils sont récupérables.

Pour faire miroiter les avantages à retirer de ce processus d'extraction de gaz non conventionnel, le conférencier mettra l'accent sur l'emploi. Il affirmera que chaque appareil de forage «nécessite l'intervention de 500 personnes». Il terminera son intervention en déclarant que l'extraction et l'exploitation de gaz de schiste est «un processus sécurisé, sans risque pour l'environnement en plus de sa rentabilité économique, outre le fait que les autorités locales de régulation disposent de toute latitude pour contrôler le processus. Ce n'est pas l'avis de plusieurs personnes présentes».

Lors du débat ayant suivi la présentation de R. Holmes, il a été question notamment de l'utilité du gaz de schiste dans un pays comme



Photo : DR

L'extraction est-elle réellement sans risque pour l'environnement ?

l'Algérie qui dispose de quantités respectables de gaz conventionnel.

Outre le fait du grave préjudice à l'environnement que peut provoquer ce gaz. Ce n'est pas les Etats-Unis avec leurs grands fleuves, l'Algérie est un pays semi aride, donc les quantités d'eau dont elle dispose

doivent être utilisées dans d'autres secteurs comme l'agriculture pour arriver à une autosuffisance alimentaire, surtout que l'eau sera à l'origine d'antagonismes pouvant déboucher sur des conflits entre Etats, dira un enseignant universitaire d'Annaba. Sachant qu'un seul puits

RÉALISATION DE CIMENTERIES Le gouvernement priorise les régions du Sud

La réalisation de cimenteries dans le Sud est une priorité pour le gouvernement. C'est ce que le président du conseil d'administration de l'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM), Hocine Annane, a rappelé hier, en motivant cette priorisation par le souci du développement socioéconomique réel et de la création de postes de travail dans cette partie du pays.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A ce titre, l'ANPM consacre sa 38^e session d'adjudication, la seconde pour l'année, à l'attribution de titres miniers d'exploration de matières premières (calcaires, argiles) au profit de quatre cimenteries projetées à Ghardaïa, Naâma, Souk Ahras et Laghouat.

D'une capacité de production de l'ordre de 6 millions de tonnes par an, ces cimenteries seront réalisées et

exploitées par les opérateurs qui seront retenus le 11 avril 2013, à l'issue de la phase financière de cette 38^e session.

Ces investisseurs seront sélectionnés parmi les 14 opérateurs dont les offres techniques ont été retenues pour instruction hier, lors d'une séance publique d'ouverture des plis. Notons que sur vingt-deux offres techniques présentées, dix-neuf ont été retenues pour instruction (prévue jusqu'au 31 mars

2013) et trois ont été déclarées non recevables. Comme ces investisseurs ne pourront bénéficier de titres miniers que «concomitamment», dira le président de l'ANPM, avec les «décisions» et autorisations du Conseil national de l'investissement (CNI) et de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI). Il s'agit d'éviter toute «stérilisation», note Hocine Annane qui indique, également, que les études et autres travaux d'exploration ne devraient pas «trop tarder».

De même que dans le souci d'éviter tout «monopole», l'ANPM n'attribuera pas l'ensemble des titres pour un seul soumissionnaire retenu pour les quatre gisements proposés.

C. B.

PRIX DU PAIN

Les boulangers demandent une marge de 20%

La Fédération nationale des boulangers, qui maintient sa revendication concernant la marge de 20% sur la baguette de pain, annonce la tenue d'une réunion interministérielle qui devrait trancher sur la marge bénéficiaire des boulangers.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - M. Kalafat, président de la Fédération nationale des boulangers affiliés à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), a annoncé hier lors d'une conférence de presse que le prix réel du pain sera étudié dans les prochains jours en Conseil des ministres.

L'intervenant a expliqué qu'une rencontre a réuni la semaine passée le ministère

des Finances, celui du Commerce, le secteur de l'agriculture, les représentants de l'UGCAA, la Fédération des boulangers, les propriétaires de minoteries ainsi que des agriculteurs en vue d'étudier la question du prix de revenu du pain. Ainsi, une commission technique a été créée en vue de fixer le prix de la baguette de pain. Selon l'UGCAA, le prix de la baguette devrait être de 9,85 dinars.

Pour sa part, le ministère du Commerce a procédé à une étude à travers une commission qui est arrivée à la conclusion que le prix de revient de la baguette de pain est de huit dinars, expliquent les membres de la fédération. Devant cette situation, notent encore ces derniers, le gouvernement a demandé la mise sur pied d'une commission nationale qui se déplacera sur le terrain pour fixer le prix réel de la baguette de pain.

Quatre boulangeries seront concernées sur le territoire national. Elle étudiera aussi une marge bénéficiaire légale selon le président de la fédération des boulangers. «En tant que fédération, nous exigeons

une marge bénéficiaire réelle qui réponde à la réalité du terrain. Elle devra être de 20%», a déclaré M. Kalafat, qui exigera une subvention de la part du gouvernement pour, dira-t-il, «atteindre la marge bénéficiaire demandée». S'agissant des activités des boulangers, les intervenants ont fait part de la signature le 6 mars dernier d'un accord entre l'UGCAA et une société privée spécialisée dans la fabrication de matériel de boulangerie.

L'accord, selon M. Kalafat, permettra aux boulangers de renouveler leur matériel vétuste dans les meilleures conditions avec, notamment, un prêt sans intérêt.

F-Z. B.

L'AMBASSADEUR DU ROYAUME-UNI À BOUIRA : «La coopération algéro-britannique dans le domaine pénitentiaire a été très positive»

Clôture d'un cycle de formations entrant dans le cadre d'une coopération algéro-britannique pour l'amélioration des conditions de détention et de séjour des prisonniers en milieu carcéral, une coopération conclue entre le Centre international des études pénitentiaires (ICPS) basé à Londres et la direction générale de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion (DGAPR), l'ambassadeur du Royaume Uni, Martyn Roper était, hier, à Bouira en compagnie d'une forte délégation pour visiter la prison de Bouira afin de s'enquérir de l'état d'avancement et de réussite dudit programme. Ainsi, sur place au niveau du pénitencier de Bouira, sis sur la route de Haizer, l'ambassadeur a eu tout le loisir de voir sur place le degré d'application de ce programme entamé depuis 2008 et basé sur le volet logistique avec l'amélioration des conditions de vie et la formation des agents de la prison, mais aussi et surtout sur le prisonnier himself en terme de prise en charge tant dans son milieu carcéral que sa formation et les conditions dans lesquelles il évolue. Le diplomate britannique a eu des explications sur le programme tracé en partenariat avec l'ICPS ainsi que les améliorations constatées sur les lieux en terme d'amélioration des conditions de séjour, de restauration, d'hygiène, ainsi que de formation et d'orientation du prisonnier pour mieux l'aider à se réinsérer une fois que celui-ci aura purgé sa peine.

La délégation s'est dirigée ensuite vers le centre externe de réinsertion des prisonniers situé au centre-ville où des explications sur le suivi et surtout la manière avec laquelle est effectué l'accompagnement des prisonniers libérés avec des crédits dans le cadre du microcrédit, ainsi que le suivi psychologique pour certains cas surtout les mineurs pour leur éviter la récidive et surtout une meilleure réinsertion sociale.

A la fin, l'ambassadeur et la délégation qui l'accompagnaient se sont déplacés vers la nouvelle prison qui vient d'être achevée et qui est construite dans la localité Saâd Abid située à la sortie ouest de la commune de Bouira sur plus de 5 hectares, avec une capacité de 500 lits et avec des standards internationaux. Là aussi, les hôtes du jour se sont montrés très satisfaits de cette infrastructure qui répond à toutes les normes internationales pour une meilleure prise en charge du prisonnier afin de l'aider à se réinsérer socialement après avoir purgé sa peine. D'ailleurs, Martyn Roper n'a pas caché sa satisfaction et surtout sa surprise en déclarant que l'Algérie grâce à ce programme tracé avec l'ICPS dans le cadre de la coopération algéro-britannique, peut se prévaloir d'être en phase avec les standards internationaux, en rappelant par là-même, une autre coopération concernant la formation des magistrats qui sera lancée incessamment. Cela tout en se félicitant de ce que, après la visite de Premier ministre David Cameron, fin janvier dernier, la coopération entre les deux pays s'est intensifiée et s'est diversifiée pour toucher à différents domaines autres que les hydrocarbures.

Y. Y.

A. Bouacha